

Réunion du groupe-pays Amérique du Sud (sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique, Cuba

Le mercredi 1^{er} avril 2009 de 10h00 à 16h30

À Cités Unies France

Introduction : retour sur les conclusions de la réunion du 8 octobre 2008

M. Jean-Philippe MAGNEN, Adjoint de la ville de Nantes, Président du groupe-pays Amérique du Sud (sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique, Cuba, a ouvert la réunion en soulignant l'hétérogénéité du groupe exprimée par le nombre important de pays concernés, a été cité comme un facteur de particularité (le seul groupe-pays de Cités Unies France organisé de cette manière). Ainsi, la question de l'organisation à adopter au sein du groupe de sorte à lui donner une plus forte dynamique a été évoquée. M. Magnen a, d'ailleurs, souligné une asymétrie entre les conclusions de la dernière réunion et leur réelle mise en œuvre depuis : l'invitation à la réunion de collectivités européennes, l'échange régulier entre chaque réunion via forum et la création d'une cellule d'animation. Ainsi, nous pouvons constater que ces conclusions ne correspondent pas aux réalités du groupe. D'où, l'importance de l'adoption d'un format mieux adapté aux intérêts des collectivités membres pour des pays du groupe en particulier, tout en conservant l'approche régionale du groupe.

Il a été estimé que le groupe ne doit pas se limiter à un caractère informatif mais représenter un vrai travail de mutualisation autour des problématiques des divers pays du groupe-pays. Les collectivités ont ainsi été invitées à exprimer leurs attentes. Dans ce cadre, la diversité du groupe a été perçue comme bénéfique, mais à condition que les collectivités travaillant sur les mêmes problématiques soient regroupées de sorte à donner une cohérence à leur action. En effet, il a été rappelé que les problématiques sont très diverses en fonction des différents pays et des régions impliquées par le groupe : nous pouvons distinguer les pays andins, l'Amérique Centrale et les pays émergents d'Amérique latine et Cuba.

D'autre part, il existe une demande de la part des collectivités françaises pour une mutualisation thématique (politiques d'assainissement, services urbains, gestion de déchets, intercommunalité...), parallèlement à un regroupement autour des pays d'intervention.

En prenant l'exemple sur le contexte politique nicaraguayen, il a été estimé que les réunions du groupe-pays devraient être l'occasion de faire un point politique, dans sa dimension locale et centrale, sur les situations spécifiques à chaque pays du groupe.

Par ailleurs, la question des coopérations croisées (Nord/Sud/Sud ; Sud/Nord/Nord) a été évoquée à plusieurs reprises. Ce format tripartite a été l'expression d'une demande pressante des collectivités pour la mutualisation des coopérations multilatérales engagées au sein du groupe-pays. Dans ce cadre, le programme URBAL de la Commission Européenne, auquel trois collectivités françaises participent dans trois différents projets (Region PACA, Toulouse et Conseil Général des Hautes-Pyrénées),

pourrait être l'occasion de présenter la démarche de participer dans un projet concerté entre collectivités de plusieurs pays.

Les collectivités souhaitent une formation pour répondre aux appels à projet de la Commission Européenne.

Felicia Medina de Cités Unies France informera sur les appels à projets de la C.E. spécifiques à chaque pays d'Amérique latine.

Programme du groupe-pays 2009-2010

Il a été proposé de mieux connaître le calendrier national sur des événements concernant l'Amérique latine afin de pouvoir élaborer le programme de travail du groupe pour 2009-2010. M. Roland BREJON, chargé de mission du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes a rappelé que l'année 2010 inaugurerait une série de commémorations des bicentennaires des indépendances en Amérique latine. Il nous a transmis un document interne en cours d'élaboration sur ces célébrations (document ci-joint). Il a fait part de la commémoration de l'Année du Mexique en France en 2011 au lieu de l'Année de l'Amérique latine en France, prévue au départ.

Il a informé brièvement sur la suppression des sanctions européennes envers Cuba et la reprise d'une coopération avec le pays, exprimée par la mission de M. Jack Lang ; le voyage du Président Sarkozy au Brésil en septembre, suivi d'un déplacement à La Paz en Bolivie.

Conclusions

- Les commémorations des bicentennaires des indépendances sud-américaines devraient, après réflexion, inspirer le programme de travail du groupe-pays.
- Prendre en compte l'Année du Mexique en France.
- En ce qui concerne le format des réunions du groupe, elles devront se dérouler dans une journée complète, organisée en deux temps : une première partie consacrée à une thématique précise (services urbains, communauté de communes...) ; et, une deuxième partie sous forme de « plateformes-pays ».
- Les plateformes proposées sont au nombre de 4: Pays Andins (Venezuela, Pérou, Colombie, Bolivie, Équateur, Chili) ; Amérique Centrale et Cuba (Cuba, El Salvador et Nicaragua) ; Mexique ; Argentine.
- Les réunions des plateformes seront l'occasion de faire un point sur la situation politique de chaque pays.
- Cités Unies France demandera à la Direction des Amériques du MAEE de préparer une note par pays.
- Il serait important que les collectivités françaises fassent part des visites de délégations latino-américaines en France afin de pouvoir profiter de ces présences et les faire coïncider éventuellement avec l'organisation d'une réunion du groupe-pays
- Finalement, la volonté de garder le rythme d'une réunion du groupe-pays tous les 6 mois a été renouvelée. La prochaine réunion devra ainsi avoir lieu en octobre 2009.

Les politiques publiques et l'intégration régionale en Amérique latine

M. Frédéric LOUAULT, doctorant en science politique au Centre d'Études et de Recherches Internationales de Science Po (CERI) et membre du bureau exécutif de l'Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC), a présenté les grandes lignes du Political Outlook 2008. Il s'agit du premier rapport annuel de l'OPALC, dont le lancement officiel avait eu lieu en janvier 2009 au Ministère des Affaires Etrangères. Le Political Outlook est disponible en accès libre et en intégralité sur le site web de l'OPALC : www.opalc.org

M. Pierre-Louis MAYAUX, doctorant du Centre d'Études et de Recherches Internationales de Science Po (CERI) et membre du bureau exécutif de OPALC, a fait part de l'état des lieux des politiques publiques en Amérique latine, paru dans le 1er rapport Annuel de l'OPALC. L'intervention a été articulée autour de quatre axes : les difficultés structurelles de la région liées aux modèles de développement, à l'architecture fiscale et aux politiques sociales; les divergences sur le rôle de l'Etat dans les politiques publiques ; le recul de l'influence des acteurs internationaux; la persistance d'une forte conflictualité sociale.

Il a été rappelé la diversité des rôles de l'Etat dans la région, au-delà des tendances au désengagement et aux privatisations observées depuis une vingtaine d'années.

Tout particulièrement, les processus de décentralisation en Amérique latine apparaissent contrastés, en fonction des structures institutionnelles de l'Etat (fédérales vs. unitaires), de l'ampleur des ressources effectivement transférées aux municipalités, et des conditions d'affectation associées à ces transferts par le niveau central. Globalement, cependant, la marge de manœuvre des municipalités apparaît plus réduite que ne le proclame la rhétorique de la décentralisation. Au-delà des réticences naturelles, cette limitation traduit une réelle préoccupation des Etats de voir les disparités régionales s'accroître sous l'effet d'une trop forte décentralisation.

M. MAYAUX a conclu par le constat de deux défis importants pour l'année 2009 : la question agraire; l'impact de la crise économique mondiale.

L'intervention a été suivie d'un débat dans lequel les collectivités ont demandé des précisions sur les questions du développement des services urbains en Amérique latine. En effet, les années 90 ont été marquées par une grande vague de signatures de contrats de concessions de service public (notamment avec des entreprises européennes). Le bilan de ces contrats apparaît mitigé : beaucoup de partenariats ont été résiliés (ex : Suez a été expulsée d'Argentine et de Bolivie) mais certains pays présentent des perspectives intéressantes pour le secteur privé (Colombie, Brésil).

M. LOUAULT a répondu aux questions des participants sur la démocratie participative en Amérique latine, perçue comme un modèle pour les collectivités françaises. Il a relativisé l'enthousiasme de rigueur en France vis-à-vis des expériences de démocratie participative, en rappelant que l'expérience menée à Porto Alegre demeure une exception et comporte elle-même plusieurs types de limites. Les dispositifs à mettre en œuvre pour ce type de démocratie sont encore un important défi à relever dans

le sub-continent. Une frange importante de la population reste exclue des budgets participatifs et des nouvelles dynamiques de clientélisme se mettent parfois en place dans une région déjà fortement marquée par des pratiques de patronage. Toutefois, l'association des habitants à la prise de décision constitue une évolution majeure à la fois au niveau symbolique et en ce qui concerne les pratiques politiques. Les effets sont par ailleurs notables en ce qui concerne la construction de la citoyenneté et l'inclusion politique en Amérique latine.

M. LOUAULT s'est ensuite attardé sur la question de l'intégration régionale en Amérique latine. Il a constaté le paradoxe entre intégration régionale et intérêts nationaux. Le rapprochement régional est rendu nécessaire par le contexte de globalisation et de mondialisation (fragilisation du niveau national, pris entre le local et le supranational). Néanmoins, il les intérêts nationaux, ainsi que la crise économique internationale, peuvent représenter un réel frein à l'intégration en Amérique latine. La convergence politique entre les acteurs peut être importante pour une intégration plus profonde. Elle n'est toutefois pas suffisante, comme l'a montré le cas du Mercosur. D'autre part, la région est marquée par une situation complexe et peu lisible en fonction de la multiplication et juxtaposition d'institutions d'intégration ou d'association régionale. Certaines expériences sont historiques (CAN, CARICOM, MERCOSUR), d'autres sont plus récentes ou en voie de structuration (ALBA, UNASUR, TLC). Ces institutions se distinguent par leur échelle, flexibilité ou rythme d'intégration. Sur ces trois grands enjeux, les gouvernants latino-américains n'ont toujours pas trouvé de cohérence. Dans ce contexte, l'intégration à géométrie variable, voire « à la carte » s'est développée.

Vous pouvez retrouver le 1er Rapport annuel de l'OPALC, dans son intégralité, sur : http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=670&Itemid=1

Bilan des séjours des collectivités françaises en province en Argentine

Cette partie de la réunion s'est déroulée pendant l'après-midi. Seules les collectivités françaises engagées ou intéressées par l'Argentine ont participé.

M. MAGNEN a fait un tour de table de sorte à faire le point avec les collectivités sur le travail réalisé depuis la réalisation du Premier Forum de la coopération décentralisée franco-argentine, réalisé en décembre 2008. Ce forum a été organisé en deux parties : dans un premier temps, la réalisation du forum proprement dit à Buenos Aires et à La Plata ; et, dans un deuxième temps, le déplacement des collectivités françaises dans les provinces afin de faire une meilleure connaissance sur le terrain et analyser les perspectives d'une éventuelle coopération.

Lors de la réunion a été présenté le bilan des séjours en province, réalisé par Cotés Unies France et complété par les informations fournies lors de ce tour de table.

Vous pouvez retrouver ci-joint le bilan final des séjours des collectivités françaises en province Argentine qui présente l'état des engagements pris entre les collectivités des deux pays suite au forum.

Conclusions sur la plateforme Argentine :

Il a été validée la mise en place d'une plateforme « Argentine »

Le Bilan de séjours en provinces argentines sera accompagné des noms, coordonnées et contacts des collectivités françaises et d'une cartographie des collectivités françaises coopération avec l'Argentine.

La prochaine réunion pourra être l'occasion d'organiser deux ateliers sur les thèmes les plus ressortis lors du bilan des séjours :

- la coopération technique, les échanges universitaires et scientifiques, ainsi que la formation de cadres territoriaux
- la protection de l'environnement - qui implique la gestion des ressources hydrauliques, les énergies renouvelables et la création de parcs naturels et la gestion d'Aires naturelles protégées.

Une ou deux collectivités devront animer ces ateliers.

Liste des participants

Présents :

IVRY SUR SEINE, Anne-Laure BARRES, Responsable des relations internationales
 CONSEIL REGIONAL DU PAYS DE LA LOIRE, Carole BODENAN, Chef de pôle
 MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Rolland BREJON, Chargé de mission
 LOCAL/IHEAL, Jean-François CLAVERIE, Responsable de coopération
 FOUGERES, Agnès DENIS, Adjointe au maire
 CITES UNIES FRANCE, André DUCHENE, Stagiaire
 SAINT NAZAIRE, Patricia DUPRE-CORMERAIS, Conseillère municipale
 CONSEIL RÉGIONAL DE CHAMPAGNE-ARDENNE, Abderrahim EL-KANTHOUR,
 Responsable des relations internationales
 CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-SAVOIE, Aline FABRESSE, Chargée de mission
 CHARTRES, Patrick GEROUDET, Adjoint au maire chargé des relations internationales
 CONSEIL GÉNÉRAL DU MAINE ET LOIRE, Cyrille GILBERT, Directeur des relations
 internationales
 CONSEIL RÉGIONAL RHONE-ALPES, Lucyna GRAVIÈRE, Responsable du service des
 Amériques
 CONSEIL GÉNÉRAL DU MAINE ET LOIRE, Ganaelle GUITER, Responsable des relations
 internationales
 LA ROCHELLE, Jean-Pierre HEINTZ, Directeur
 OPALC, Frédéric LOUAULT, Responsable de finances
 NANTES, Jean-Philippe MAGNEN, Adjoint au maire
 CONSEIL RÉGIONAL DE CHAMPAGNE-ARDENNE, Muriel MARTIN-DUPRAY, Directrice
 générale adjointe
 CERI, Pierre-Louis MAYAUX, Doctorant
 CITES UNIES FRANCE, Felicia MEDINA, Chargée de Mission
 CONSEIL REGIONAL PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR, Laurence MERCADAL, Chargée de
 mission
 AMBASSADE D'ARGENTINE EN FRANCE, Joaquin MINABERRIGARAY, Chef de service

SAINT NAZAIRE, Shanti MORATTI, Stagiaire
COMMUNAUTE URBAINE DE NANTES, Yannick MOULINIER, Ingénieur
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CAHORS, Louis NESPOULOUS, Chargé de mission
AMBASSADE D'ARGENTINE EN FRANCE, Sylvie PILLON ESPINOLA, Assistante
BOUGUENAIS, Janine PLANER, Membre du Conseil d'administration
CONSERVATOIRE DU LITTORAL, Guillemette ROLLAND, Déléguée
TOULOUSE, Malvina SURLES, Chargée de mission
CONSEIL RÉGIONAL DE CHAMPAGNE-ARDENNE, Marie TAUPENOT, Stagiaire
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CAHORS, José TILLOU, Conseiller municipal chargé de la coopération
BOUGUENAIS, Serge ZAROUDNEFF, Conseiller Municipal

Excusés :

NANTERRE, Antonio ANIESA, Responsable des relations internationales
CONSEIL GENERAL DE L'AVEYRON, Delphine BIELANSKY, Chargée de mission aux relations internationales
CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL DE MARNE, Marie- Christine de la Croix, Chargée de mission
TOULOUSE, Olga GONZALEZ-TRICHEUX, Conseiller
TOURS, Alain Dayan , adjoint au maire
COMMUNAUTE URBAINE DE BREST, Yveline GOURVENNEC, présidente
SARREBOURG, Alain MARTY, Député-maire
AMF, Carole PREVOT, Chargée des relations internationales
REZE, Gilles RETIERE, Maire
MARSEILLE, Jacques ROCCA-SERRA, Adjoint au maire
NICE, Rudy SALLES, Adjoint au maire